

Elites stratégiques indonésiennes : vers une recomposition de cercles éminemment politiques ?

Note d'introduction à la table ronde du 22 juin
2017

par le Dr. Alban Sciascia, SIDES / Galatea
Consulting

Note de présentation n°1/8 de l'Observatoire
Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018


Juin 2017

Etat stratégique d'Asie du Sud-est, l'Indonésie semble être aujourd'hui à la croisée des chemins. L'élection en 2014 du président Joko Widodo a donné lieu à une reconfiguration des cercles des élites stratégiques du pays. Cette restructuration, avant tout politique, ne suit pas les schémas que l'on pourrait penser habituels d'appartenance aux partis politiques et aux cercles de pouvoir, mais renforce l'idée que c'est avant toute chose les réseaux de personnes qui font les élites en Indonésie.

Cette note propose de présenter une grande majorité de ces élites, en insistant plus particulièrement sur les personnalités en charge au sein des institutions et des forces armées indonésiennes. Il s'agit ici d'identifier et de mieux appréhender les différents réseaux existants au sein des organes de pouvoir et de s'intéresser aux luttes d'influence que ces cercles mènent les uns contre les autres.

Indonesia, a strategic south-east Asia state, seems today to be at a crossroads. The 2014 election of President Joko Widodo caused a reconfiguration of the country's strategic elite circles. That reorganization, mostly political, does not abide by the usual patterns such as political parties' or power circles' membership, but rather confirms the fact that it is people's networks that make today's Indonesian elite.

This note will present most members of these elite circles while focusing more particularly on the people holding important positions in Indonesian institutions and armed forces. It aims at identifying and better understanding the different networks that exist within the decision-making bodies, and at studying the power struggles between those circles.



Plus grand archipel du monde, membre du G20 et pays musulman le plus peuplé de la planète, l'Indonésie est aussi un carrefour stratégique entre océans Indien et Pacifique. Au lendemain de la chute de Suharto et de l'Ordre Nouveau, le pays est entré dans une phase de démocratisation appelée *Reformasi*. En 2014, le président Joko Widodo a succédé à Susilo Bambang Yudhoyono (SBY), qui fut le premier président indonésien élu au suffrage démocratique direct. L'élection de M. Widodo – surnommé Jokowi – était porteuse, pour de nombreux observateurs extérieurs au pays, d'espoirs, notamment pour ce qui est des orientations stratégiques de l'Indonésie. En effet, le président indonésien avait prôné le développement d'une politique, notamment axée sur le domaine maritime, qui aurait pu (dû ?) – permettre notamment au pays de quitter la posture de politique étrangère de l'ère SBY (principe libre actif ; un million d'amis et pas d'ennemis). Si à ce jour les résultats de cette politique se font encore attendre, il convient d'analyser quelle a été l'évolution des réseaux de pouvoirs au sein des organes décisionnels du pays. Ces derniers ont, dans un sens, redéfini les élites stratégiques du pays, non plus par une appartenance à un parti politique, mais plutôt par le biais de relations personnelles privilégiées et par des calculs politiques pas toujours gagnants. En résulte des conflits de personnes – et de réseaux – qui, sur le moyen terme, paralysent le développement d'une véritable vision stratégique pour l'Indonésie.



Les hommes du président (choisis ou imposés ?)

Parmi les élites indonésiennes, il y a ce que l'on pourrait vulgairement nommer les hommes du président. Au sein de cette caste, l'on trouve aussi bien des alliés de longue date du président **Joko Widodo**, tel que le général en retraite **Luhut Binsar Panjaitan**, que des personnalités qui ont été imposées au chef de l'Etat indonésien par les partis politiques, et plus particulièrement le PDI-P. Luhut – que les observateurs avertis surnomment RI 1.5, le président étant RI 1 et le vice-président RI 2 – est l'homme de confiance de Joko Widodo. Connaisseur averti des relations internationales, il est sans doute au sein de la *Tim Pres* (équipe présidentielle) la personne la plus compétente en termes de politique étrangère et de défense. Tout d'abord ministre coordinateur pour les affaires de sécurité, de justice et de politique, il a récupéré lors du remaniement ministériel de juillet 2016 un maroquin important, celui de ministre coordinateur pour les affaires maritimes. Ce ministère supervise notamment le ministère de l'énergie, mais aussi celui des pêches. Il se dit chez les observateurs attentifs du microcosme politique indonésien, que toute question urgente doit être vue avec Luhut. Il faut reconnaître que Joko Widodo, peut-être du fait de sa méconnaissance

des affaires internationales, n'a jamais su démontrer un intérêt pour ces dernières. Son principal objectif demeure dans la mise en œuvre de son programme de développement des infrastructures indonésiennes. Au contraire, les diplomates les plus avisés de la place de Jakarta ont compris qu'il était indispensable de passer par Luhut. Ce dernier est par ailleurs le PoC (Point of Contact) privilégié des relations avec la Chine.

Autre homme de confiance, **Pratikno**, le ministre du secrétariat d'Etat, numéro 3 du gouvernement. Il s'agit de l'un des rares ministres à ne jamais avoir été menacé par l'un des rares remaniements ministériels. Imposé par Cornelis Lay – chercheur d'UGM (université Gadjah Mada) qui fut entre autres l'un des principaux conseillers de **Megawati Soekarnoputri** et rédacteur des discours du président Joko Widodo – cet ancien recteur de l'université Gadjah Mada accompagne en permanence le président indonésien. Il est sans doute celui qui au sein du gouvernement tend le plus à développer un esprit réformateur. Sans réelle appartenance à un parti politique, Pratikno a su gagner la confiance du président et s'imposer comme l'un des plus proches conseillers du chef de l'Etat indonésien.

Parmi les personnes de confiance du président indonésien, **Andi Widjayanto** a connu quelques déboires au sein du cabinet. Conseiller de Joko Widodo pendant la campagne puis, porte-parole du premier gouvernement du président indonésien, il a par la suite été mis sur la touche, son influence étant considérée comme néfaste par la première dame, mais aussi par Megawati Soekarnoputri, qui a pu voir dans les agissements du jeune Andi une volonté de prôner un détachement du PDI-P. Il a cependant été nommé Commissaire Général de la société de gestion aéroportuaire Angkasa Pura 1 par le président indonésien, un poste important tant Joko Widodo entend développer les infrastructures du pays, notamment aéroportuaires.

Il existe aussi autour du président un certain nombre de personnalités imposées, telles que le secrétaire général du cabinet, **Pramono Anung**, voulu par Megawati. Cette dernière a aussi réussi à contraindre le président indonésien à accepter un certain nombre de personnalités contestées, et ceci depuis la campagne de 2014. Parmi celles-ci, le général en retraite **Hendropriyono**, ancien patron des services de renseignements indonésiens. Ce dernier a réussi à positionner certains de ses hommes à des postes clefs au sein du palais présidentiel. Ainsi, l'ancien patron du Densus 88 (détachement anti-terroriste de la police indonésienne) et du BNN (brigade des stupéfiants) **Gories Mere** est à ce jour le responsable des questions de sécurité et de renseignement auprès du président indonésien. Quant aux deux fils d'Hendropriyono, **Diaz** a été nommé en 2016 expert auprès du staff présidentiel, alors qu'**Andika**, après avoir assuré le commandement du PASPMAPRES (garde présidentielle) à la suite de l'élection de Joko Widodo, il est parti gagner des étoiles pour la suite de sa carrière¹, en tant que commandant du KODAM XII.

Jusuf Kalla, le vice-président indonésien est quant à lui le grand perdant des intrigues du palais. Lui qui

1 - Et notamment pour accéder au poste de CEMAT (KASAD).

espérait reprendre la tête du Golkar et évincer son rival, **Aburizal Bakrie**, a vu le successeur de ce dernier prendre la tête du parti, le tout suite à une manœuvre politique talentueuse de Luhut. Peut-être plus important encore, le vice-président a vu ses soutiens au sein du gouvernement devenir les victimes du dernier remaniement. Ainsi, **Sudirman Said**, qui avait lancé la charge contre Luhut et **Setya Novanto** dans le cadre de la dernière affaire Freeport², s'est retrouvé démis de ses fonctions. La purge qui a suivi a aussi touché des personnalités d'apparence moins importantes mais essentielles à Kalla, telles que **Said Didu**, ancien membre du KKIP et conseiller de Sudirman Said.



Un contexte politique spécifique et un DPR aux aguets

S'il existe un homme politique indonésien à qui la chance semble toujours sourire, c'est bien **Setya Novanto**, le président de la chambre basse indonésienne. Impliqué dans de nombreux scandales et affaires de corruption, il bénéficie d'un soutien au plus haut niveau, qui lui a permis de succéder à **Aburizal Bakrie** à la tête du Golkar. A cette époque, Setya Novanto avait dû démissionner de son poste de speaker du DPR après avoir été impliqué dans le dernier scandale en date lié à la société minière Freeport. Malgré son implication présumée dans l'affaire de corruption liée à la carte d'identité électronique indonésienne, l'homme politique un temps déchu a donc conquis la tête du parti dominant durant l'Ordre Nouveau et récupéré sa fonction de président de la chambre basse indonésienne.

Au sein des commissions du parlement indonésien, et plus particulièrement de la commission 1, en charge des affaires étrangères, de défense et de renseignement, certains hommes politiques s'affirment comme faisant partie intégrante des élites stratégiques indonésiennes. C'est le cas notamment du président de la commission, **Abdul Kharis Almasyhari** (PKS) et de deux vice-présidents, en l'occurrence **Tubagus Hassanudin** (PDI-P) et **Hanafi Rais**.

Enfin, il est difficile de parler d'élites stratégiques sans faire référence à **Prabowo Subianto**, candidat malheureux de l'élection présidentielle de 2014, à la suite de laquelle il aurait pu disparaître du paysage politique. L'ancien

2 - Lors d'une réunion à huis-clos, Setya Novanto (Cf. *infra*) a été enregistré alors qu'il demandait au DG indonésien de la société minière Freeport McMoran de lui donner des parts dans cette dernière. Setya Novanto a alors argué qu'il s'exprimait aux noms du président Widodo et de Luhut Pandjaitan. Lorsque les écoutes ont été rendues publiques – par le biais de proches de Jusuf Kalla – l'opinion publique indonésienne a demandé à ce que Setya Novanto soit poursuivi. Cependant, le président indonésien et Luhut ont su utiliser ces révélations contre le vice-président indonésien. Ce dernier a non seulement vu Setya Novanto échapper aux poursuites, mais par la suite, évincer les hommes de confiance de Kalla et prendre la tête du Golkar, le tout sous le regard bienveillant de Luhut.

général des *Kopassus* (forces spéciales de l'armée de terre indonésienne) a su faire montre de patience et revient à présent sur le devant de la scène politique indonésienne. Convoqué par le président Widodo lors des manifestations lancées contre le gouverneur sortant de Jakarta, **Basuki Tjahaja Purnama** (plus connu sous le surnom d'**Ahok**), Prabowo Subianto a su capitaliser sur la victoire aux élections gouvernementales de Jakarta du ticket électoral **Anies Baswedan** et **Sandiaga Uno**, soutenu par Gerindra, le parti politique de Prabowo. Ce dernier n'exclut pas de se présenter à nouveau en 2019. Lors d'un récent entretien avec un journaliste australien, l'ancien général a répondu aux nombreuses critiques qui l'accusent de soutenir des mouvances radicales. Il convient ici de briser un mythe : si Prabowo sait, à l'instar de nombreux politiciens indonésiens, mobiliser les masses sur le fait religieux, il n'est pas un extrémiste religieux et s'avère bien plus ouvert à la coopération internationale que ne l'est l'actuel président indonésien. Il a pu le prouver, notamment auprès de la représentation française en Indonésie, lorsqu'il est intervenu auprès de Luhut afin de retarder l'exécution de la peine capitale pour Serge Atlaoui.

Lors de la récente élection de la région spéciale de Jakarta, Anies Baswedan s'est affirmé comme une élite stratégique sur laquelle il fallait compter. L'ancien ministre de l'éducation nationale du premier gouvernement Jokowi est une personnalité d'avenir et certains le voient déjà dans un destin à la Joko Widodo, en étant candidat en 2019. S'il a joué sur le fait religieux pendant la campagne, Anies Baswedan n'en demeure pas moins un démocrate convaincu. Contrairement à ce que de nombreux observateurs ont pu énoncer à la suite de son élection, il n'est aucunement question, sur le terrain, d'une montée en puissance de l'Islam radical et de ses répercussions sur la gestion de la capitale indonésienne.



Au sein des ministères³

Rien n'a bien changé au sein du ministère des affaires étrangères indonésiennes, où la ministre **Retno Marsudi** n'a toujours que peu de pouvoir. La politique étrangère étant directement gérée par le cabinet – et plus particulièrement par Luhut –, Retno Marsudi reste en poste faute de mieux. Il semble acquis que son aura ne sera jamais celle de son talentueux prédécesseur, **Marty Natalegawa**, qui avait su s'affirmer comme le réel dépositaire de la politique étrangère indonésienne.

A la défense, c'est tout le contraire. **Ryamizard Ryacudu**, annoncé partant tous les six mois, est toujours 3 - D'autres ministres auraient pu être nommés, parmi lesquels **Ignatius Jonan** (ministre de l'énergie et ancien ministre des transports), **Budi Karya Sumadi** (ministre des transports et ancien patron d'Angkasa Pura 2), etc. D'aucuns seront surpris par l'absence de Puan Maharani dans cette liste. Il convient de noter que considérer la fille de Megawati Soekarnoputri comme faisant partie intégrante des élites stratégiques indonésiennes serait faire injure à l'ensemble des personnes citées dans cette étude.

en poste. S'affirmant comme un contre-pouvoir de choix face à un CEMA aux ambitions politiques gênantes pour l'exécutif, le ministre de la défense poursuit sa mission et bénéficie d'un soutien du palais et du parlement, bien que certaines des politiques mises en œuvre puissent faire polémiques, à l'instar du programme Bela Negara⁴. Il est aussi reconnu pour ses déclarations reposant rarement sur des faits mais plutôt sur une interprétation très personnelle des enjeux de défense et de sécurité⁵.

Le secrétaire général du ministère de la défense indonésien, l'**amiral Widodo**, doit prendre sa retraite avant la fin du ramadan (fin juin 2017). Personnalité sans grand relief, il déçoit de nombreux acteurs du domaine de la défense pour qui la comparaison avec son prédécesseur, le général en retraite **Ediwan Prabowo**, ne tient pas la route. En effet, la chasse aux sorcières à laquelle s'est livrée l'administration Jokowi à la suite des élections a profondément affaibli le ministère de la défense. Des personnalités dont les capacités sont loin des standards attendus ont remplacé une équipe compétente nommée par l'ancien président **Yudhoyono**. Ainsi, la disparition du poste de vice-ministre de la défense, poste alors occupé par le général en retraite **Sjafrie Sjamsoeddin**, a aussi pu causer des déséquilibres au sein du ministère de la défense. Le poste de vice-ministre a souvent permis d'éviter une confrontation directe entre ministre de la défense et CEMA, mais surtout, d'avancer sur des projets stratégiques essentiels. Le comité interministériel pour l'industrie de défense devrait quant à lui connaître quelques mutations. Organe essentiel dans le cadre des transferts de technologie et de la politique industrielle de défense, il se pourrait que son secrétaire général, l'amiral **Sumardjono** soit remplacé dans le courant de l'année 2017.

La ministre des pêches **Susi Pudjiastuti** est sans doute l'une des personnalités les plus respectées par la population indonésienne du gouvernement Joko Widodo. Les aspects populistes de ses mesures séduisent une Indonésie pour qui la paranoïa de l'interventionnisme étranger reste prégnante. En menant – plus ou moins bien – une politique agressive de lutte contre la pêche illégale (venue de l'étranger), la ministre déçoit cependant les principaux acteurs de la pêche indonésienne, qui voit dans ses mesures des entraves à la pratique de leur métier. Au contraire, certaines de ses mesures tendent à favoriser les conglomérats, comme celui qui a permis à la ministre de faire fortune dans le domaine de ... la pêche.

Personnage à part entière, **Rini Soemarno** reste pour certains une énigme. La ministre des entreprises publiques est devenue la principale ennemie de **Megawati Soekarnoputri**. Il faut dire que si Rini s'affirme comme un franc-tireur ; elle est sans

4 - Réserve militaire indonésienne, à cela près qu'il s'agit d'une formation initiale et très limitée imposée aux fonctionnaires indonésiens, et dont les résultats sont plus que contestables.

5 - Lors de sa dernière déclaration en date, lors du *Shangri La Dialogue*, le ministre de la défense indonésien a déclaré que le nombre de combattants de *Daesh* aux Philippines s'élevait à 1 200, bien loin du nombre de 400 terroristes, reconnu par plusieurs pays de la région. A plusieurs reprises, il a aussi déclaré que les principales menaces pour l'Indonésie étaient celle d'un retour du communisme et de la communauté LGBTQ.

doute l'une des personnalités les plus discrètes du gouvernement Jokowi. Jamais remise en cause par le président indonésien, Rini, dont les ambitions politiques ne sont pas un secret, semble plus focalisée sur les fonds qui lui seront nécessaire pour faire campagne que sur la gestion des entreprises publiques indonésiennes. La ministre s'appuie sur un homme de confiance, **Harry Fadjar Sampoerno**. L'ancien PDG de PT. DAHANA, l'artificier national, est devenu directeur de la stratégie et de la communication du ministère des entreprises publiques. Pro-coréen, Harry a réussi à bloquer un projet français majeur⁶, qui ne pourra avancer tant qu'il sera en place.

Le dernier remaniement ministériel a donné lieu au retour à un poste décisionnel de **Sri Mulyani Indrawati**, ministre des finances indonésien, poste qu'elle a déjà occupé entre 2005 et 2010. L'ancienne directrice générale des opérations de la banque mondiale a souvent été considérée comme une potentielle présidentiable, bien qu'elle n'ait jamais fait part publiquement de quelconque ambition politique. Considérée comme une femme politique intègre, Sri Mulyani a remis de l'ordre au sein d'un ministère des finances exsangue et qui n'a su s'opposer à certains projets d'infrastructures du président Joko Widodo. L'un des principaux défis de Sri Mulyani est lié au projet d'amnistie destiné aux contribuables indonésiens. Après des débuts chaotiques, la *Tax Amnesty* semble enfin donner des résultats, avec la déclaration de plus de 330 milliards de dollars d'actifs.



Dans les forces armées et la police

Au sein des forces armées, une « chasse aux sorcières » a été menée à la suite de l'élection de Joko Widodo⁷. Tous les officiers supérieurs et généraux suspectés de sympathie avec **Susilo Bambang Yudhoyono** ont été mutés à des postes sans grande envergure. Cette opération a été principalement menée par le CEMA, **Gatot Nurmantyo**. Ce dernier, ancien chef du *Kostrad* sous la précédente administration, s'oppose frontalement au ministre de la défense depuis sa nomination, tout en reprenant les mêmes arguments que celui-ci. Ainsi, Gatot considère un retour du communisme ou la cause LGBT comme des menaces à l'unité de l'Etat indonésien. À sa décharge, le *Panglima* (CEMA), vu par certains observateurs avertis comme

6 - Il est fait référence au projet de transfert de technologie à destination de PT. DAHANA de deux usines (phase une) de propergol et de poudre sphérique par les sociétés françaises Roxel et Eurenco.

7 - En témoignent l'éviction du vice-ministre de la défense Sjafrie Sjamsoeddin mais aussi les mutations de plusieurs cadres dont le général Doni Monardo, ancien chef des forces spéciales-terre qui a pris le commandement de la région militaire XVI à ... Ambon, aux Moluques, ou encore du fils du président SBY, qui a été quant à lui muté au sein du bataillon d'infanterie mécanisée 203, avant de quitter l'armée pour se lancer en politique.

soumis à des accès de folie⁸, reste un ardent défenseur du *Pancasila* et de « l'unité dans la diversité ». Au plus fort des manifestations organisées à l'encontre du gouverneur sortant de Jakarta, le CEMA a organisé des prières pour la paix et il n'était pas rare de le voir, la veille des manifestations, se rendre incognito sur l'itinéraire de ces dernières afin de s'assurer que les forces armées déployées pour maintenir l'ordre étaient au fait de leur mission et de l'impératif d'éviter les débordements. Le CEMA doit quitter son poste sous peu et, malgré ses dénégations, devrait se lancer dans la politique.

Le chef d'Etat-Major de l'armée de l'air (CEMAA) est la nouvelle coqueluche des chancelleries. Ami du président indonésien (si les rumeurs se confirment, il pourrait même faire partie de sa famille dans les mois à venir...), **Hadi Tjahjanto**, a été perçu comme hermétique à la corruption endémique qui touche les forces armées indonésiennes. Mais c'était avant que le CEMAA ne valide le processus d'acquisition des hélicoptères AW-101, aujourd'hui soumis à une enquête de la corruption d'éradication de la corruption (KPK)⁹. Hadi est pressenti pour devenir le nouveau CEMA dans les mois à venir mais va devoir prendre garde aux retombées de l'enquête de la KPK sur l'acquisition des hélicoptères Leonardo, mais aussi à sa fâcheuse tendance à utiliser les deniers de l'Etat pour faire voyager sa fille et son petit-fils¹⁰.

Le chef d'Etat-Major de la marine (CEMM) est bien au fait des affaires de corruption. Alors qu'il pensait pouvoir terminer sa carrière sans esclandre, **Ade Supandi** se trouve impliqué dans une affaire de corruption qui touche le chantier naval national PT. PAL. Si le CEMM se retrouve dans cette situation à l'issue de son mandat, c'est principalement le fait du CEMA, qui a donné son

accord à la KPK pour interroger Supandi¹¹. Quant au CEMAT, Le général **Mulyono**, il devrait lui aussi quitter son poste dans les semaines à venir. Fidèle allié de Gatot, il a dû justifier auprès du parlement et des médias l'achat de véhicules considérés comme luxueux et totalement non adaptés pour les forces terrestres.

Certains réformateurs des forces armées se sont retrouvés mis de côté. C'est le cas de l'amiral **Amarula Oktavian**, ancien Commandant de la flotte de l'Est, devenu recteur de l'université de La Défense nationale du fait de sa volonté de mettre en place des tribunaux militaires pour enquêter et juger des affaires de corruption au sein de la marine indonésienne. Cependant, certaines nominations laissent espérer une véritable réforme au sein des forces armées indonésiennes. C'est le cas avec la nomination du colonel (air) **Gita Amperiawan** au poste de directeur des technologies industrielles de Défense (DIRTEKIND) ou il remplace le général **Jan Pieter Ate**, excellent dans la coopération internationale mais médiocre au poste de DIRTEKIND.

L'actuel chef de la police, **Tito Karnavian**, apparaît sans doute comme l'une des personnes les plus compétentes à ce poste, et ceci depuis de nombreuses années. Ancien patron du Densus 88, l'unité anti-terroriste de la police, mais aussi chef de la police en Papouasie indonésienne et à Jakarta, Tito garde de forts liens avec Singapour, où il a obtenu un doctorat en études stratégiques auprès de la RSIS. Il est un opposant du projet de loi sur l'anti-terrorisme qui tend, lors des derniers débats au parlement, à donner plus de pouvoir aux forces armées dans les missions de contre-terrorisme. Pour lui, il convient de préserver le rôle de la police dans ce type de missions.

L'ancien numéro de la police indonésienne, **Budi Gunawan**, est devenu chef des services de renseignement (BIN) en septembre 2016. Personnalité contestée, il aurait dû être nommé chef de la police indonésienne en 2015, avant que des révélations sur son patrimoine ne le mettent définitivement hors-course. Proche de **Megawati Soekarnoputri**¹² (certaines rumeurs vont jusqu'à en faire son amant), il ne séduit pas réellement les observateurs, alors qu'un conflit latent entre BIN et BAIS (renseignement militaire) persiste.

8 - Entretiens récurrents avec des observateurs avertis de la chose militaire indonésienne, mais aussi avec des hommes d'affaires dans le domaine de la défense.

9 - Le prédécesseur d'Hadi, Agus Supriatna, a lancé une procédure d'acquisition de plusieurs hélicoptères de type AW-101 fabriqués par la société Leonardo. Le montant d'acquisition de ces hélicoptères (plus de 55 millions de dollars pièce) s'est avéré loin des standards pour ce type d'aéronefs (30 millions de dollars pièce), laissant présager des commissions importantes. Le président indonésien et son équipe se sont opposés à cet achat, qui semblait être annulé, jusqu'à ce que des photos d'un AW-101 aux cocardes indonésiennes émergent sur les réseaux sociaux à la fin de l'année 2016. Le gouvernement indonésien a alors rappelé que l'acquisition de ces hélicoptères était annulée, mais c'était sans compter sur le pouvoir de certains agents, qui ont réussi malgré l'opposition (de façade ?) de Jakarta, à ce que les hélicoptères soient livrés en Indonésie. Le gouvernement indonésien a par la suite demandé au nouveau CEMAA de lancer une enquête dont les conclusions ont été connues au bout de deux semaines : le processus d'acquisition a respecté les règles en vigueur. C'était sans compter sur le jeu de certains acteurs qui ont orienté la KPK sur ce prospect. Il convient de noter que les militaires sont habituellement peu menacés par la KPK. Pour que cette dernière interroge un militaire, il lui faut l'accord du CEMA. Dans ce cas de figure, il semblerait que Gatot ait profité de ses derniers mois en tant que Panglima pour régler quelques comptes...

10 - Sources ouvertes sur réseaux sociaux (Facebook et Instagram).

11 - Au mois de mai 2017, la KPK a lancé une enquête sur l'acquisition par la marine des Philippines de plusieurs bâtiments de soutien, dans le cadre d'un contrat avec PT. PAL. Si le directeur du chantier naval indonésien a été instantanément limogé, le CEMM est aussi ciblé par cette enquête. En effet, à l'instar des autres CEM, il est de droit au conseil d'administration d'une entreprise publique de défense (CEMAT avec PINDAD, CEMM avec PT. PAL, CEMAA avec PT. DI et Sekjen Kemhan chez PT. DAHANA). Il se murmure à Jakarta que cette enquête n'a été possible qu'avec l'accord du CEMA, qui reproche au CEMM un échec flagrant lors du dernier exercice Armada Jaya.

12 - Le KABIN s'est fait remarquer en repeignant son logement de fonction en rouge, couleur du PDI-P de Megawati. Il convient de noter que cette décision a été critiquée, le chef du BIN – comme tout chef d'institution indonésienne – n'étant pas censé afficher ses préférences politiques.



La société civile

Les élites stratégiques de la société civile indonésienne sont souvent liées aux *Think Tanks* indonésiens, notamment le CSIS. Au sein de ce dernier, **Evan Laksmana** reste sans nul doute le plus grand espoir de cette jeune génération de chercheurs. Il termine à présent son doctorat aux Etats-Unis en tant que boursier *Fullbright* et pourrait devenir sur le moyen terme une personnalité incontournable pour le ministère de la défense indonésien. Citons aussi **Tobias Basuki** et **Christine Thjin** parmi les jeunes chercheurs du CSIS qui comptent. Il faut aussi noter certains indépendants tels que **Curie Maharani**, spécialiste indonésienne des *offsets* et des transferts de technologie en matière de défense, **Rizal Darma Putra**, patron du LESPERSI et proche conseiller du président de la commission 1 du DPR, ou encore **Al Araf**, chercheur blacklisté depuis sa vigoureuse critique sur l'acquisition des chars Leopard par l'Indonésie. Quant à **Connie Bakrie**, après un retour en grâce dans les médias, au cours duquel elle a notamment défendu Leonardo face au partenariat Airbus-PT. DI (Cf. *supra*), il se pourrait qu'elle soit à son tour interrogée par la KPK dans le cadre de l'acquisition des hélicoptères AW-101.

Il est légitime de s'interroger sur la place des tycoons sino-indonésiens dans le cadre de cette étude sur les élites stratégiques. Qu'il s'agisse du groupe Artha Graha (**Tommy Winata** et son fils, Andi) ou du groupe Sinarmas (**Eka Tjipta Widjaja**), tous jouent un rôle prédominant dans la recomposition de cercles politiques indonésiens, et donc dans l'accession des élites au pouvoir. Il n'est pas rare de voir certains des noms cités dans cette étude convoqués dans l'antichambre de l'un de ces tycoons sino-indonésiens.



CONCLUSION : des cercles éminemment politiques mais mouvants

Ces élites que nous avons pu présenter brièvement sont issues d'une recomposition très politique de la société indonésienne. Ceci s'explique dans le sens où tout se joue sur les réseaux existants, qu'ils soient visibles et connus, ou, à l'instar du *wayang*, le théâtre d'ombres indonésien, moins perceptibles voire invisibles. Tout se joue donc sur les allégeances à des personnes ou partis. Ceci donne lieu à des oppositions importantes, où l'appartenance à un parti n'a que peu d'impact, comme toujours en Indonésie. Ainsi, Luhut s'affirme depuis 2014 comme le principal homme en charge du pays, dépassant souvent ses attributions. Face à lui, la vieille garde de Megawati et les hommes de Kalla ont essayé de récupérer des bribes de pouvoir. Il n'en demeure pas moins qu'en véritable stratège politique, Luhut a réussi

à imposer ses choix, avec ou sans l'accord du président indonésien.

Alors que la société indonésienne est plus divisée que jamais, le rôle de ces élites stratégiques risque de s'avérer essentiel, aussi bien sur le plan intérieur qu'international. En effet, à l'international, ces élites vont devoir composer avec l'absence d'une réelle politique étrangère et un embryon de politique maritime. Sur le plan intérieur, s'il ne faut pas craindre outre mesure une montée de l'Islam radical¹³, il sera indispensable pour ces élites stratégiques de maintenir une certaine unité à l'approche des élections présidentielles de 2019.

13 - Souvent mal apprécié par les chancelleries, dont certaines demeurent dans leurs tours d'ivoires. En effet, les actes de violences inter-religieuses sont en baisse en Indonésie, si l'on compare avec la présidence SBY.